

				<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le rôle de la société civile - Analyse genre dans le secteur de la Défense
3	Méfiance du MDNAC et des FARDC à l'égard de la société civile et manque de volonté de faire respecter le code de déontologie	Moyenne	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager et soutenir le dialogue entre les structures du MDNAC et des FARDC au niveau central et provincial - Encourager les organisations de la société civile travaillant dans le domaine de la protection des droits de l'homme à recenser les violences commises à l'encontre des populations civiles, notamment les femmes, les jeunes et les personnes déplacées internes y compris par les forces de sécurité, et à les faire connaître

Enseignements tirés:

L'action s'appuie sur le bilan cumulé de la mission EUSEC financée dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de 2005 à 2016 et du programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité – volet défense (PROGRESS) financé par le 11^e FED de 2015 à 2021. Elle intègre aussi les premiers enseignements tirés du projet DEFEND VIRUNGA financé dans le cadre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) pour l'encadrement des FARDC dans la protection des populations civiles au Parc national des Virunga.

Tenu à Kinshasa le 19 mai 2021, un forum a réuni le MDNAC, l'EMG, la Délégation de l'UE, les États membres de l'UE, tous représentés au plus haut niveau, pour discuter de la capitalisation du programme PROGRESS. Les principales recommandations issues de ces assises sont : i) poursuivre la construction du système de gestion des ressources humaines ; ii) poursuivre l'investissement en informatique comme outil d'aide à la décision et au pilotage ; iii) intégrer toutes les matières développées dans le cadre du programme (gestion des ressources humaines gestion budgétaire et financière, droits humains) dans le dispositif de formation initiale et continue des FARDC ; iv) renforcer le lien entre l'armée et la population par une meilleure communication, le soutien aux espaces de dialogue et aux activités civilo-militaires et l'amélioration des conditions de vie des militaires ; v) renforcer les organes de contrôle de l'armée pour asseoir pleinement la bonne gouvernance.

D'autres recommandations concernent l'approche de travail qui doit : i) associer les bénéficiaires directs au plus près de l'analyse des problématiques, de la définition des solutions et de la priorisation des activités de manière à assurer une pleine appropriation qui a pu faire défaut par le passé ; ii) veiller à une implication équilibrée des services du MDNAC et de l'EMG ; iii) veiller à un meilleur équilibre entre les activités au niveau central et en provinces, notamment là où les besoins sont les plus urgents ; iv) trouver un équilibre entre le soutien aux réformes de long terme visant à l'amélioration générale de la gouvernance du secteur de la défense et le soutien aux efforts à court et moyen terme pour la sécurisation des populations et de leurs biens ; v) travailler au développement de synergies avec les secteurs de la justice et de la police pour une approche globale de la réforme sur secteur de sécurité dans le pays.

En janvier 2020, des experts de la EU Security Sector Governance Facility ont soutenu la Délégation de l'UE dans la réalisation d'une analyse des opportunités de réengagement de l'UE et de ses États membres dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité en RDC. Outre des recommandations qui vont dans le sens de celles énumérées ci-dessus on peut retenir plus spécifiquement : i) tenir compte de l'agenda de retrait de la MONUSCO ; ii) faire appel à l'expertise militaire des États membres de l'UE présents en RDC iii) identifier les « low hanging fruits » afin d'offrir aux bénéficiaires des réalisations à bref délai et iv) diversifier les instruments d'intervention dans le domaine de la défense, notamment par le déploiement d'une nouvelle mission PSDC dans le pays.

Pour l'objectif spécifique 4, le programme s'appuiera sur les enseignements tirés du projet DEFEND Virunga, qui renforce la capacité des FARDC à protéger les populations vivant aux alentours du parc des Virunga et à sécuriser les axes le traversant. Le projet ayant débuté le 1er janvier 2021, les premiers enseignements seront disponibles pendant la phase de formulation détaillée du programme et seront essentiels, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un cadre de conformité de respect des droits de l'homme réaliste, solide et efficace.